



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le **25 MAI 2022**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18 mai 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ETS THIBAUT**

5 Grande rue  
77120 BEAUTHEIL - SAINTS

Références : E/22 - 1197

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 mai 2022 de la carrière d'argile à ciel ouvert exploitée par la société ETS THIBAUT, situé au 5 Grande rue de la commune de Beauthail – Saints (77120). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETS THIBAUT  
5, Grande rue – 77120 BEAUTHEIL - SAINTS
- Code AIOT dans GUN : 0006502564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ETS THIBAUT est autorisée par arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 040 du 23 juillet 2001 à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile sur la commune de BEAUTHEIL-SAINTS.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels ;
- Risques chroniques.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-10	/	Lettre de suite préfectorale
Traçabilité des remblais	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-16	/	Lettre de suite préfectorale
Plans d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-19	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-7	/	Sans objet
Extraction	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-9	/	Sans objet
Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-13	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-15	/	Sans objet
Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-16	/	Sans objet
Plan de gestion de déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un front d'exploitation dont la pente est supérieure à 45 °. La Tuilerie Thibault n'a pas mis en place de registre pour la traçabilité des remblais extérieurs et ne met pas à jour régulièrement le plan de sa carrière.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Décapage des terrains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Technique de décapage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.  Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.
<b>Constats :</b> Les terres sont décapées sur une bande d'environ 4 m, à partir de la fosse d'exploitation, et sur une épaisseur d'environ 30 cm jusqu'au gisement d'argiles.  Les terres végétales sont stockées sur site et réutilisées pour le réaménagement de la carrière.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Epaisseur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'épaisseur maximale d'extraction est de 3,5 mètres.
<b>Constats :</b> La profondeur de la fosse ne semble pas dépasser les 3,5 m.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Front d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fronts d'exploitation ont une pente maximale de 45°.
<b>Constats :</b> A certains endroits de la fosse, la pente est largement supérieure à 45°. Elle peut être abrupte.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Abattage à l'explosif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosifs
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation s'effectue sans tir de mines.
<b>Constats :</b> L'extraction est réalisée mécaniquement à l'aide d'un excavateur à godets (chariot sur rail avec bras mobile équipé de godets qui grattent l'argile sur quelques centimètres d'épaisseur).
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> Le travail d'extraction nécessite la présence d'une tranchée(...) avec une largeur maximale de 12 mètres mesurée au sommet. Un des fronts est concerné par l'extraction, l'autre front est composé des remblais.
<b>Constats :</b> La largeur de la fosse est largement inférieure à 12 m.  Un des fronts est exploité, tandis que l'autre front est composé des remblais.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Remblayage de la carrière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage de la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc.  (...) Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les remblais extérieurs ne proviennent que d'une seule société, un maçon local.  Lors de l'inspection, les remblais provenant de l'extérieur de la carrière étaient constitués de quelques m3 de terre. Ils étaient stockés à proximité de la fosse, du côté du front constitué de remblais.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Traçabilité des remblais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblais
<b>Prescription contrôlée :</b> (...)  Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.  L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en place de registre pour la traçabilité des remblais extérieurs.  Les apports extérieurs ne sont pas accompagnés de bordereau de suivi.  Toutefois, l'exploitant précise que les apports ne proviennent que d'une seule société, un maçon local.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## Nom du point de contrôle : Plans d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>• les zones en cours d'exploitation,</li> <li>• les zones déjà exploitées non remises en état,</li> <li>• les zones remises en état,</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>• la position des éléments visés à l'article III-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il sera notamment joint un relevé mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.</p> <p>Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés à l'inspection des installations classées (voir chapitre VI).</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan à jour de sa carrière.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion de déchets d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.  Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li><li>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le plan de gestion de déchets d'extraction par courriel du 25 mai 2022.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet